

print

L'accord d'Association de l'UE avec l'Ukraine est le prélude à d'autres bains de sang

De [Chris Marsden](#)

Global Research, juillet 01, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/laccord-dassociation-de-lue-avec-lukraine-est-le-prelude-a-dautres-bains-de-sang/5389316>

La signature d'un accord de partenariat commercial et politique entre l'Ukraine, la Georgie, la Moldavie et l'Union européenne (UE) est une nouvelle étape du projet consistant à encercler la Russie sur le plan militaire et économique. Elle ouvre la perspective immédiate d'une escalade de l'offensive militaire déjà menée par le régime de Kiev, soutenu par l'Occident, dans l'Est de l'Ukraine.

L'Accord d'association, volet économique d'un accord politique signé en mars à la suite de l'annexion de la Crimée par la Russie, a été signé par le président ukrainien Petro Porochenko. Il devra être ratifié par chaque parlement national de l'Union européenne jusqu'à l'automne. La Géorgie et la Moldavie ont toutes deux signé le volet économique et politique de cet accord.

Sur le plan économique, Moscou s'inquiète de ce que l'accord servira à intensifier l'exportation de produits à bon marché vers la Russie via l'Ukraine, mais sa principale inquiétude est de nature géostratégique et concerne l'intégration de tous les Etats constituant autrefois son 'territoire étranger rapproché' dans un bloc militaire et économique occidental. Porochenko y avait clairement fait allusion en disant que « L'Ukraine mettrait l'accent sur son choix souverain en faveur d'une adhésion à l'EU ».

Le refus du précédent président ukrainien Viktor Ianoukevitch de signer l'accord en novembre dernier a été utilisé par les Etats-Unis et l'Allemagne pour arranger un coup d'Etat dirigé par des oligarques pro-occidentaux et des forces fascistes comme Svoboda et le Secteur droit.

La rhétorique pompeuse dont s'est servi Porochenko pour décrire l'accord, « symbole d'une foi et d'une volonté implacable », cache mal les objectifs prédateurs des pouvoirs européens. L'Accord d'association et de libre-échange complet et approfondi (DCFTA) remplace l'Accord de partenariat et de coopération que l'Ukraine avait signé avec l'Union européenne en 1998. L'objectif en est d'incorporer à la zone de libre échange européenne le plus grand nombre possible d'anciennes républiques soviétiques, ce qui ne laissera plus dans l'Union douanière eurasienne de la Russie que l'Arménie, la Biélorussie, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan.

Le coût demandé à l'Ukraine pour l'adhésion à l'UE est grand. Elle risque la perte de 500 milliards de roubles de commerce avec la Russie et l'embargo sur les produits d'importation ukrainiens. Quand il avait refusé de signer l'Accord, Ianoukovitch avait estimé le coût à 104 milliards de plus, dus à l'adoption de nouvelles lois commerciales et à la nécessité de se conformer aux normes de l'UE.

Ce sont les Etats et les sociétés transnationales européennes qui seront les principaux bénéficiaires de ce libre échange qui fera disparaître une grande partie du commerce local. En 2013, les importations depuis l'UE vers Ukraine s'élevaient déjà à 23.9 milliards d'euros. Elles se composaient d'équipements industriels, de produits chimiques et de biens manufacturés, alors que l'Ukraine exportait elle, pour 13,8 milliards d'euros de matières premières, fer, acier et produits minéraux

surtout. Ce rapport très inégal, comparable pour la Georgie et la Moldavie, ne fera que s'aggraver.

« L'accord marche ou crève de l'Ukraine avec l'UE » comme l'a décrit la BBC, pourrait éliminer de nombreuses petites entreprises. Mais ses effets les plus pervers se feront sentir dans la classe ouvrière de ces trois Etats, qui a déjà affaire à des niveaux de pauvreté effarants et à des conditions de travail qui sont les pires en Europe.

Un rapport rendu public ce mois-ci par la Clean Clothes Campaign (Campagne habillement propre) constituée par des syndicats et des ONG de seize pays européens, a trouvé que dans dix pays d'Europe de l'Est comprenant l'Ukraine, la Georgie et la Moldavie, les conditions de travail sont parfois pires qu'en Chine ou en Indonésie.

Ce rapport ajoute que « presque tous ceux qui produisent des vêtements pour les principaux distributeurs européens comme Hugo Boss, Adidas, Zara, H&M ou Benetton, sont payés avec des salaires sous le seuil de pauvreté et beaucoup dépendent de l'agriculture de subsistance ou d'un second travail, juste pour survivre. » Les salaires minimums légaux ne couvrent qu'une fraction du salaire élémentaire de survie – juste 14 pour cent pour l'Ukraine. La Moldavie et l'Ukraine ont les plus bas salaires minimums, 71 et 80 euros mensuels, respectivement.

Le plus grand danger provenant de l'accord d'Association cependant est à quel point il confère délibérément aux conflits entre les pouvoirs occidentaux et la Russie une intensité nouvelle et sans précédent.

Le président russe Vladimir Poutine cherche par tous les moyens à parvenir à un arrangement avec le régime de Kiev et ses défenseurs à Washington. Mardi 24 juin, il a appuyé son appel à une prolongation du cessez-le-feu annoncé la semaine précédente par Porochenko et devant expirer le 27 juin, en demandant au parlement russe de révoquer une motion qui autorisait l'usage des forces armées russes pour protéger les russophones et les citoyens russes en Ukraine orientale.

Parlant à une cérémonie pour diplomates étrangers au Kremlin, Poutine a néanmoins averti que « le coup anticonstitutionnel de Kiev et les tentatives d'imposer au peuple ukrainien un choix artificiel entre l'Europe et la Russie, avait poussé la société au bord d'un schisme., d'une confrontation interne douloureuse... Dans le sud-est du pays, le sang coule, il y a une véritable catastrophe humanitaire, des dizaines de milliers de réfugiés sont forcés de se mettre à l'abri, y compris en Russie. »

Un cessez-le-feu de longue durée dit-il, était « une condition nécessaire à des discussions substantielles entre les autorités de Kiev et les représentants des régions du sud-est. »

La déclaration de Poutine fut confirmée par les Nations Unies dans un rapport décrivant le coût terrible du conflit. Le haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a dit vendredi 27 juin que 110.000 personnes avaient fui l'Ukraine pour aller en Russie cette année, dont 9.500 avait demandé le statut de réfugiés. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine a atteint 54.400, 16.400 d'entre elles ayant fui les combats durant la semaine dernière seulement. Quelque sept cent autres personnes sont allées en Pologne, en Biélorussie en République Tchèque et en Roumanie.

Les Nations Unies déclarèrent qu'au moins 423 civils et combattants avaient été tués en Ukraine orientale, mais la direction des séparatistes à Donetsk a dit qu'un bien plus grand nombre de ses combattants – autour de 800 et environ 250 civils – avaient été tués dans les régions de Donetsk et de Lougansk.

Cela contraste avec la déclaration de Porochenko à Strasbourg selon laquelle 150 soldats ukrainiens avaient été tués et indique le caractère inégal des forces en présence en Ukraine, masqué par le fait que les médias se concentrent presque exclusivement sur les actions militaires bien moins nombreuses menées par les séparatistes.

Porochenko et le Conseil national de sécurité ukrainien n'ont accepté qu'à contre cœur une prolongation de 12 heures du cessez-le-feu jusqu'au 27 juin à 10 heures – comme il fut rapporté, sous la pression de la chancelière allemande Merkel, qui avait parlé par deux fois à Poutine. Il dit menaçant que « si [ses] conditions pour le plan de paix n'étaient pas acceptées [il] prendrait une décision très importante » et qu'il passerait à un « plan B détaillé ».

Au Conseil de l'Europe, Porochenko accusa la Russie de soutenir l'insurrection, déclarant: « Au lieu de rappeler leurs mercenaires, de plus en plus de combattants bien équipés et motivés arrivent depuis la Fédération russe ». Une normalisation des relations avec la Russie était impossible, ajouta-t-il sans que Moscou retourne la péninsule de Crimée à l'Ukraine.

Dans une interview avec des journaux européens, Porochenko a dit que les séparatistes avaient mené « plus de cent cinquante attaques » contre les troupes gouvernementales depuis que le cessez le feu avait commencé le 20 juin. « C'est la Russie qui dirige ces groupes illégaux », dit-il. « Nous parlons ici de citoyens russes, d'officiers russes, de mercenaires russes. »

A son retour à Kiev, Porochenko annonça que le cessez-le-feu serait prolongé jusqu'au lundi 30 juin. L'UE avertit la Russie qu'elle avait jusqu'à lundi pour prendre des mesures concrètes (non spécifiées) en vue de garantir un traité de paix ou bien elle subirait des sanctions contre certains secteurs de son économie, entre autre énergétique, financier et de défense.

Lorsqu'il mit en garde qu'il y aurait une réponse « dure et adéquate » pour tous ceux qui ne déposeraient pas les armes dans les délais fixés par le cessez-le-feu prolongé, le ministre ukrainien de l'Intérieur, Arsen Avakov mit les points sur les i: le « Plan B » de Porochenko consiste en une attaque brutale de l'Est de l'Ukraine.

Chris Marsden

Article original, [WSWS](#), paru le 28 juin 2014

www.mondialisation.ca/laccord-dassociation-de-lue-avec-lukraine-est-le-prelude-a-dautres-bains-de-sang/5389316" data-title="L'accord d'Association de l'UE avec l'Ukraine est le prélude à d'autres bains de sang">

Copyright © 2014 Global Research